

La victoire à la Pyrrhus



Iran. L'élection présidentielle iranienne a finalement réservé bien des surprises. D'abord, l'annonce pour le moins douteuse d'une large victoire d'Ahmadinejad dès le premier tour. Ensuite, et plus surprenante encore, sa contestation massive et prolongée dans les rues par les partisans de l'opposition.

Le président conservateur sortant Mahmoud Ahmadinejad a obtenu 63% des voix contre 34% pour son principal rival, le candidat réformateur Mir Hossein Moussavi, avec une mobilisation historique de 85%. Tels sont les résultats proclamés soudainement dans la journée de samedi 13 juin par l'agence officielle. L'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême et réel détenteur du pouvoir au sein de la République islamique, a aussitôt appelé à fêter la victoire de son favori. La réaction de Mous-

savi était toute autre : alors que les premières émeutes éclatent, il conteste le résultat, soumet au Conseil des gardiens de la Constitution, l'organe législatif suprême, une demande d'annulation du scrutin pour des irrégularités massives et appelle ses partisans à poursuivre leur contestation. Appel entendu. Depuis l'annonce des résultats, ses partisans font preuve d'une démonstration de force quotidienne impressionnante et sans précédent depuis la révolution islamique de 1979, manifestant leur désaccord avec les résultats et leur colère, que ce soit dans les rues de Téhéran,

la capitale, ou dans de nombreuses villes de province telles que Isfahan, Machhad ou Shiraz. « Mort au dictateur ! » n'ont pas hésité à scander les manifestants de la « vague verte », couleur de campagne de Moussavi, à l'encontre d'Ahmadinejad, reconduit pour 4 ans dans ses fonctions. Des « Allah akbar ! » ont retenti en écho à la révolution de 1979, tandis que certains lançaient : « Moussavi, reprend nos voix ! ».

De son côté, Ahmadinejad a affirmé que les élections en Iran étaient « les plus propres », appelant lui aussi ses électeurs à manifester, si bien que, depuis une semaine, Téhéran vit

au rythme de manifestations et de contre-manifestations. Globalement très pacifiques, silencieuses et sans slogans, les manifestations ont toutefois été régulièrement émaillées d'affrontements avec la police anti-émeutes et les miliciens islamiques, les bassidji. Au moins 7 personnes ont trouvé la mort jusqu'à présent en marge des manifestations de l'opposition et les autorités multiplient les arrestations de « responsables » ainsi que de plusieurs figures du camp réformateur.



Depuis l'annonce des résultats, les partisans de Moussavi font preuve d'une démonstration de force sans précédent depuis la révolution islamique de 1979.

d'Ahmadinejad

Une rupture interne

Lundi 15 juin, la tournure violente des événements avait conduit Moussavi à demander à ses partisans de ne pas manifester afin d'*« éviter le piège des confrontations planifiées »*. Le pouvoir iranien a en effet appelé à une contre-manifestation mardi à 16 heures à Téhéran, une heure avant celle planifiée par les partisans de l'opposition. Malgré cela, des rassemblements ont eu lieu alors que le Conseil des gardiens annonçait envisager la possibilité d'un nouveau décompte partiel des suffrages tout en excluant une annulation de l'élection. Mercredi, des dizaines de milliers de personnes ont encore envahi le centre de Téhéran pour la cinquième journée consécutive. Jeudi, la foule a répondu à l'appel lancé par Moussavi pour observer une journée de deuil national en hommage aux victimes des violences. Étonnant.

Une semaine après son déclenchement, la mobilisation de l'opposition ne montre toujours aucun signe d'essoufflement, bien au contraire. Le mouvement devrait d'ailleurs se poursuivre dans les jours qui viennent. Des dignitaires religieux réformateurs ont demandé l'autorisation d'organiser un rassemblement samedi dans la capitale. Moussavi et Mohammad Khatami, prédécesseur réformateur d'Ahmadinejad à la présidence, devraient y participer afin de faire la preuve de l'unité de l'opposition. Au-delà des divergences – souvent surestimées – entre les deux rivaux Ahmadinejad et Moussavi, ce n'est pas une remise en cause du régime de la République islamique

qui motive les manifestants, mais bien leur sentiment de tromperie. Visiblement, le peuple perse, connu pour sa grande fierté, ne se reconnaît pas dans les résultats annoncés et tient à le faire savoir.

Les électeurs s'étaient en effet rendus massivement aux urnes, décidés à jouer le jeu en dépit de la faible marge de manœuvre que le régime des mollahs leur laisse pour s'exprimer. A rappeler à cet égard que les candidats en lice sont triés en amont par le pouvoir pour éviter précisément toute forme de contestation anti-système. Mais qu'en est-il vraiment des accusations de fraudes ? Sont-elles réellement fondées ou bien la popularité d'Ahmadinejad a-t-elle été sous-estimée ? Difficile de trancher. Malgré une mauvaise réputation à l'international, Ahmadinejad dispose en effet d'une solide base électorale, notamment dans les classes sociales les plus défavorisées, grâce à l'image d'*« homme du peuple »* qu'il n'a cessé d'entretenir. Néanmoins, sa gestion de l'économie du pays durant son premier mandat était catastrophique, en particulier pour les classes sociales constituant son assise électorale. De plus, le bond qu'il aurait réalisé dans les suffrages selon les scores annoncés serait considérable. Aux dernières élections, Ahmadinejad avait eu 5 millions de voix. Il vient d'en obtenir 24 millions. Divers autres indices rendent ces résultats plus que douteux : fermeture anticipée des bureaux de vote, utilisation abusive d'urnes mobiles, absence de liste électorale, encerclement du ministère de l'Intérieur par les forces de l'ordre avant même la fin du dépouillement, décompte trop rapide et

linéaire des voix, scores trop homogènes dans tout le pays, résultats surréalistes dans les régions bastions de Moussavi et victoire à Téhéran où les tendances progressistes sont fortes... Le plus étrange reste ce renversement précipité de situation alors qu'une forte avance était attribuée à Moussavi avant que l'agence officielle n'annonce la victoire écrasante d'Ahmadinejad.

Un tournant historique

En réalité, le véritable danger de la situation actuelle vise le régime lui-même, le mouvement de contestation ayant révélé au grand jour les tensions au sein même du système et des arcanes du pouvoir politico-religieux. L'unité du pouvoir se fissure, ce qui constitue déjà en soi, pour de nombreux analystes, un tournant dans l'histoire de la République islamique qui fêtait récemment le 30^e anniversaire de la révolution. Même la censure reste impuissante face à l'ampleur de la rupture. L'interdiction aux journalistes des médias étrangers de quitter leur bureau, les coupures de réseaux téléphoniques et d'Internet : rien n'y fait. Toute l'info finit par filtrer sur Internet, en particulier via les réseaux sociaux, Twitter en tête. Ainsi, l'administration américaine, qui a pourtant déclaré ne pas interférer dans les affaires intérieures iraniennes, a demandé à Twitter de reporter une opération de maintenance pour permettre aux opposants iraniens de continuer à l'utiliser ! La révolution numérique, elle, est bien en marche, inlassable.

AMINA BOUBIA